Rôle de la séance publique du 04/04/2024 à 09h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame ODY
Greffière : Madame PIERODÉ

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK**01) N° 2201037****RAPPORTEUR : M. RIVAS**

Demandeur	M.	G	Joseph	CABINET COUDRAY CONSEIL & CONTENTIEUX
	M.	G	Jean	CABINET COUDRAY CONSEIL & CONTENTIEUX
	M.	G	Pierre	CABINET COUDRAY CONSEIL & CONTENTIEUX
Défendeur	COMMUNE DE BRECH			CABINET LEXCAP RENNES

Requête de M. Joseph G , M. Jean G et M. Pierre G contre le jugement n° 1905555 en date du 11 février 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la délibération du 27 mai 2019 par laquelle le conseil municipal de la commune de Brec'h a approuvé la révision générale du plan local d'urbanisme ainsi que la décision rejetant leur recours gracieux.

02) N° 2201455**RAPPORTEUR : M. RIVAS**

Demandeur	M. et/ou Mme	P	Jean-François et Françoise	DE MARGERIE STANISLAS SCP ARES GARNIER
Défendeur	COMMUNE DE PLOUHINEC			DOHOLLOU SOUET ARION ARDISSON GREARD COLLET LEDERF-DANIEL LEBLANC

Requête de M. et Mme P contre le jugement n° 1905743 en date du 11 mars 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation du certificat d'urbanisme que leur a délivré le 25 juin 2019 le maire de la commune de Plouhinec, par lequel il a déclaré, sur le fondement des dispositions du b) de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, non réalisable leur projet de construction d'une maison d'habitation sur un terrain situé impasse du Roi Salaün sur le territoire de cette commune, ainsi que la décision du 28 octobre 2019 rejetant leur recours gracieux.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

03) N° 2202967

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M. et Mme H Régis	Me BEGUIN
Défendeur	COMMUNE DE CESSON-SEVIGNE	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES PAUL-AVOCATS PAUL-AVOCATS
	M. D Jean	
	Mme D Christiane	

Requête de M. et Mme H contre le jugement n° 2101020 du 11 juillet 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté n° PA 035 051 20 A0003 du 22 septembre 2020 par lequel le maire de Cesson-Sévigné a délivré à M. D et Mme D un permis d'aménager pour la réalisation d'un lotissement de 6 lots, ensemble la décision du 18 décembre 2020 portant rejet du recours gracieux ainsi que le permis d'aménager modificatif en date du 2 mars 2021.

04) N° 2300144

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER
Défendeur	Mme K Amsatou

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2109130 du 15 novembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme K, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de procéder au paiement de la somme de 1 200 euros due à Mme K, assortie des intérêts au taux légal, majoré de cinq points à l'issue d'un délai de deux mois, en exécution du jugement du tribunal administratif de Nantes n° 1707999 du 7 janvier 2020 et, d'autre part, prononcé une astreinte à l'encontre de l'Etat, s'il ne justifie pas avoir, dans le délai d'un mois suivant la notification du jugement, exécuté l'injonction prescrite par l'article 1er du jugement et jusqu'à la date de cette exécution. Par ailleurs, le taux de cette astreinte est fixé à 50 euros par jour, à compter de l'expiration du délai d'un mois suivant la notification du jugement.

05) N° 2300387

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	
Défendeur	Mme M Falonne	GUEGUEN MORGANE
	Mme N Venis	GUEGUEN MORGANE
	M. N Jeremie	GUEGUEN MORGANE
	M. N Mapé	GUEGUEN MORGANE

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2204533 du 14 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Falonne M et autres, annulé la décision du 13 octobre 2021 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'ambassade de France en République démocratique du Congo refusant de délivrer un visa d'entrée et de long séjour à Mme Falonne M au titre de la réunification familiale et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de faire délivrer à Mme M le visa de long séjour sollicité, dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

06) N° 2300395

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Défendeur Mme T Claire Ranelle

Me ZOLEKO TSANE

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2210998 du 16 janvier 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Claire Ranelle T, annulé la décision implicite née le 11 octobre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'autorité consulaire française à Douala (Cameroun) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité d'étudiante et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de faire délivrer à Mme T le visa de long séjour sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement, dans les conditions prévues au point 6 du jugement.

07) N° 2300686

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Défendeur Mme L Hajar

Me REGENT

Mme B Fatna

Me REGENT

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2209690 du 3 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Hajar L et Mme Fatna B, annulé la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision du consulat général de France à Rabat (Maroc) en date du 27 janvier 2022 refusant de délivrer un visa de long séjour au titre de la réunification familiale à Mme B et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur de réexaminer la demande de visa de Mme B dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement

08) N° 2300705

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur Mme F Marie

LOUAFI RYNDINA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Marie F contre le jugement n° 2206085 du 13 janvier 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 16 mars 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision du 10 novembre 2021 des autorités consulaires françaises à Dakar (Sénégal) lui refusant la délivrance d'un visa de long séjour pour regroupement familial.

Rôle de la séance publique du 04/04/2024 à 10h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame ODY
Greffière : Madame PIERODÉ

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

01) N° 2202310 RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur	M. G William	SKOR AVOCATS
	Mme S Véronique	SKOR AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE GUIDEL	SELARL LE ROY
	SOCIÉTÉ PRAT FOËN	GOURVENNEC PRIEUR
		APCHER GILLES

Requête de M. William G et autre contre le jugement n° 1903875 - 2003336 du 3 juin 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 juin 2020 par lequel le maire de la commune de Guidel a délivré un permis d'aménager pour la réalisation de 30 lots et de 4 îlots comprenant au moins 22 logements intermédiaires et 22 logements locatifs sociaux à la société Prat Foën sur un terrain situé Prat Foën, parcelles cadastrées sections CD n° 332 et CH nos 196 et 171.

02) N° 2202311 RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur	M. G William	SKOR AVOCATS
	M. B Régis	SKOR AVOCATS
	M. L Bernard	SKOR AVOCATS
	Mme P Mireille	SKOR AVOCATS
	M. Q Didier	SKOR AVOCATS
	Mme S Véronique	SKOR AVOCATS
	M. J Gurvan	SKOR AVOCATS
	M. T Jean-Louis	SKOR AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE GUIDEL	SELARL LE ROY
		GOURVENNEC PRIEUR

Requête de M. William G et autres contre le jugement n° 1903875 - 2003336 du 3 juin 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la délibération du 28 mai 2019 par laquelle le conseil municipal de la commune de Guidel a approuvé la modification n° 4 du plan local d'urbanisme communal.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

03) N° 2203818

RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur Mme K Sakina

CESAM AVOCATS

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Requête de Mme Sakina K contre le jugement n° 2201988 du 7 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 4 octobre 2021 des autorités consulaires françaises à Casablanca (Maroc) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité d'ascendant à charge de ressortissant français.

04) N° 2203899

RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Défendeur M. M Mohcine

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2202576 du 17 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Mohcine M, annulé la décision implicite née le 22 février 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 20 octobre 2021 des autorités consulaires françaises à Casablanca (Maroc) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de conjoint d'une ressortissante française et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer à M. M le visa sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

05) N° 2203929

RAPPORTEURE : Mme ODY

Demandeur Mme B Mariame

CABINET POLLONO

M. C Mohamed

CABINET POLLONO

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Requête de Mme Mariame B et M. Mohamed C contre le jugement n° 2201867 du 19 septembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes n'a fait droit que partiellement à sa demande tendant à l'annulation de la décision du 30 juin 2021 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre les décisions du 17 mars 2021 des autorités consulaires françaises à Conakry refusant de délivrer à M. Mohamed C, Moussa C et Ahmed C un visa de long séjour en qualité de membres de famille de réfugiée.

Rôle de la séance publique du 04/04/2024 à 11h15

Président : Monsieur DEGOMMIER
Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame DUBOST
Greffière : Madame PIERODÉ

RAPPORTEUR PUBLIC : M. FRANK

01) N° 2200745 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	M. P Gérard	Me VALLANTIN
	Mme P Jacqueline	Me VALLANTIN
Défendeur	COMMUNE DE BADEN	CABINET LEXCAP RENNES

Requête de M et Mme P contre le jugement n° 1903510 en date du 14 janvier 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes n'a fait que partiellement droit à sa demande tendant à la condamnation de la commune de Baden à leur verser la somme de 386 944,27 euros, assortie des intérêts à compter du 6 mai 2019 et de leur capitalisation annuelle, en réparation des préjudices qu'ils estiment avoir subis en raison de la délivrance de renseignements erronés concernant la constructibilité de la parcelle cadastrée section ZL n° 101 dont ils sont propriétaires.

02) N° 2202384 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	COMMUNE DE LARMOR PLAGE	CABINET LEXCAP RENNES
Défendeur	SCI KERNEVEL	LAURENT-DARY

Requête de la COMMUNE DE LARMOR PLAGE contre le jugement n° 1906015 du 9 juin 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé, à la demande de la SCI KERNEVEL, l'arrêté du 28 octobre 2019 par lequel le maire de la commune de Larmor-Plage a modifié les cahiers des charges et le règlement des lotissements du Parc de la Citadelle.

03) N° 2300226 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	SOCIÉTÉ PARC EOLIEN DE LA LANDE DE CARMOISE	VIRIDIS AVOCAT
Défendeur	PREFECTURE DES COTES D'ARMOR SOCIÉTÉ DU PARC ÉOLIEN CÔTES ARMOR 1	CABINET KALLIOPE

La SOCIÉTÉ PARC EOLIEN DE LA LANDE DE CARMOISE demande à la Cour d'annuler l'arrêté en date du 14 octobre 2022 par lequel le préfet des Côtes-d'Armor a délivré à la société Parc éolien Côtes Armor 1 une autorisation environnementale portant sur l'exploitation de quatre éoliennes et de trois postes de livraisons sur le territoire des sur les communes de Guerlédan et de Saint - Connec.

04) N° 2300403

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER
Défendeur Mme S Hassanatou
M. B Alpha Bacar

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n°s 2204935 - 2204936 du 19 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Hassanatou S et M. Alpha Bacar B , annulé les décisions du 14 avril 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté les recours contre les décisions du 21 janvier 2022 des autorités consulaires françaises à Conakry (Guinée) refusant de délivrer à Alpha Oumar B et à Habibatou D des visas de long séjour au titre de la réunification familiale, ainsi que ces décisions consulaires et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer à Alpha Oumar B et à Habibatou D les visas sollicités dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

05) N° 2300474

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur Mme B Arpita GUEGUEN MORGANE
M. B Robin GUEGUEN MORGANE
Mme B Suparna GUEGUEN MORGANE
M. B Arpon GUEGUEN MORGANE
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Requête de Mme Arpita B , M. Robin B et Mme Suparna B contre le jugement n° 2204477 du 23 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 8 décembre 2021 par laquelle la commission de recours contre la décision de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision des autorités consulaires françaises à Dacca (Bangladesh) refusant de délivrer à Mme Arpita B un visa de long séjour en qualité de membre de famille de réfugié statutaire.

06) N° 2300691

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur Mme T Adama Me PRONOST
M. T Sékou Me PRONOST
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Adama T et M. Sekou T contre le jugement n° 2203604 du 2 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 5 novembre 2021 de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France rejetant le recours formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Conakry en Guinée refusant de délivrer à M. Sekou T un visa de long séjour au titre de la réunification familiale.